



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Jurik

20 minutes : 01/06/10

Rail L'Etat français a saisi la justice européenne L'UE veut changer le statut de la SNCF

La SNCF suivra-t-elle le chemin de la Poste ? La Commission européenne souhaite que la compagnie ferroviaire nationale devienne, elle aussi, une société anonyme (SA). La France qui s'y refuse, a saisi la justice européenne. A l'heure actuelle, la SNCF est un établissement public à caractère industriel et commercial (Epic).

Cela ne plaît pas à la Commission européenne. Selon Bruxelles, les Epic bénéficient « implicitement » d'une garantie financière « illimitée » de la part de l'Etat. C'est une garantie incompatible avec le droit européen à la concurrence. Si la SNCF se transforme en SA, elle restera détenue à 100% par l'Etat. Une bataille juridique pourrait s'engager au tribunal de l'Union européenne.

20 minutes : 02/06/10

Amérique centrale

L'UE débloque 3 millions d'euros après la tempête Agatha

L'Union européenne a débloqué hier 3 millions d'euros d'aide humanitaire aux pays affectés par la tempête tropicale Agatha qui a ravagé ce week end le Guatemala, le Honduras, et le Salvador.

20 minutes : 02/06/10

Euro

L'Assemblée adopte le plan de sauvetage

L'Assemblée nationale a adopté hier le collectif budgétaire qui autorise la France à apporter sa garantie de 111 milliards au fonds de sauvegarde de l'euro.

L'Union : 02/06/10

Bruxelles finalise son document

Pour une taxe carbone flexible

Selon les plans de l'exécutif communautaire, un prix plancher de 20 euros par tonne de CO₂ doit être instauré, quelle que soit l'énergie utilisée mais des exemptions et réductions doivent être prévues pour le secteur agricole, les ménages pauvres ou encore les zones rurales isolées.

Une approche flexible doit permettre aux Etats de choisir entre la compensation aux contribuables ou l'encaissement des revenus de la taxe pour assainir leurs finances publiques. L'Union européenne souhaite se donner les moyens de réduire les rejets de dioxyde de carbone de 20% d'ici à 2020 et ainsi réaliser son objectif de réduction.

Dans le but de ne pas s'attirer les foudres des contribuables ou de certains secteurs déjà pénalisés par la crise, la Commission a suggéré dans son document des réductions ou des exemptions pour le secteur agricole ou les ménages pauvres. En ce qui concerne les industries lourdes, la production d'électricité ou l'aviation qui sont déjà dans un système de quotas de CO₂, il n'y aura pas de taxe et pas de craintes pour leur compétitivité.

Quelques réticences

Ce type de schéma existe déjà dans certains pays européens (Suède, Finlande, Danemark) et a été étudié dans d'autres, comme la France. Cependant, il risque de faire face à de solides résistances idéologiques et pratiques.

Un diplomate européen déclare ainsi que la Grande-Bretagne ne serait pas contre la taxation, et que ce serait plus au niveau du gouvernement conservateur qui ne souhaite pas que cela se fasse au niveau européen. Il ajoute que l'Allemagne aurait aussi des réticences idéologiques, dont le bouquet énergétique dépend du charbon.

Un projet encore à étudier

L'objectif est double selon le texte, il s'agit de « corriger les prix de l'énergie pour refléter les coûts des émissions de CO2 et les contenus en énergie, dans le but de changer les comportements, les technologies utilisées ; s'assurer que les Etats membres peuvent avoir des politiques fiscales efficaces sans peur de pertes de compétitivité au sein du marché intérieur. »

20 minutes : 03/06/10

Rigueur

La péninsule ibérique séduit Bruxelles

La Commission européenne a salué hier les plans de rigueur pris par l'Espagne et le Portugal pour lutter contre leurs déficits.

Direct Lille Plus : 03/06/10

La Grèce devrait privatiser

Des ministres grecs ont annoncé hier la vente de 49% du capital de la compagnie ferroviaire publique OSE, 39% de la poste grecque, 23% de la compagnie des eaux Eyath, ainsi que tous les casinos. La totalité de ces cessions rapporteraient plus d'un milliard d'euros à l'Etat entre 2011 et 2013 selon une déclaration du ministre des Finances.

Métro : 03/06/10

Dettes : la Grèce privatise

La Grèce a annoncé hier un vaste programme de privatisations sur trois ans, notamment dans les secteurs des transports et de la poste. Cela devrait rapporter environ un milliard d'euros par an.

20 minutes : 04/06/10

Madagascar

Bruxelles suspend l'aide au développement

L'UE a pris la décision hier de suspendre son aide au développement de Madagascar en raison de l'absence de progrès démocratiques depuis l'arrivée au pouvoir controversée d'Andry Rajoelina en mars 2009. Cependant cette mesure n'affecte pas l'action humanitaire européenne dans ce pays.

L'Union : 05/06/10

Le volume des cultures pourrait rapidement exploser dans l'Union européenne

Coup d'accélérateur sur les OGM

Une proposition de la Commission européenne pourrait rapidement entraîner une plus grande flexibilité dans la culture et le commerce des OGM dans l'Union européenne.

En échange de la création d'une clause de sauvegarde pour chaque Etat membre, le commissaire à la Santé et à la Politique des consommateurs John Dalli, proposera le 13 juillet que l'exécutif communautaire obtienne une plus grande latitude dans le processus d'approbation des OGM en Europe.

La Commission européenne envisage deux stratégies. La première consiste à mettre en place des mesures afin que les Etats puissent interdire la présence d'OGM sur leur sol. La seconde serait de réviser la directive sur la dissémination d'OGM dans l'environnement en y ajoutant un article qui donnerait la possibilité de faire valoir une clause de sauvegarde nationale.

Les organisations de protection de l'environnement accueillent favorablement la capacité offerte aux Etats membres de refuser les OGM sur leur sol, mais se montrent très prudentes.

Cependant, la Commission européenne est optimiste sur les chances de voir cette réforme aboutir. Si cette nouvelle procédure entre en vigueur, l'Europe pourrait voir exploser le volume des cultures OGM

sur son territoire. Actuellement, les deux seules variétés d'OGM autorisées en Europe sont le maïs Mon810 de Monsanto et la pomme de terre Amflora de BASF.

Direct Lille Plus : 07/06/10

L'Allemagne lance un plan d'austérité Merkel exemplaire

En mettant en place des mesures de rigueur, l'Allemagne souhaite pousser d'autres pays de l'Union, comme la France, à faire de même. Les ministres allemands se sont réunis hier à Berlin, afin de peaufiner un plan d'austérité d'une ampleur inédite. En effet, ce plan viserait à économiser 30 milliards d'euros d'ici à 2013. La chancelière a toutefois laissé entendre que les secteurs de la formation et de la recherche seraient épargnés par les coupes budgétaires.

L'un des meilleurs élèves de la zone euro

L'Allemagne reste en effet le meilleur élève de la zone euro, son déficit public n'atteignait que 3,4% du PIB en 2009. Par tradition, l'Allemagne a toujours fait attention à son budget. Angela Merkel reçoit aujourd'hui le président Nicolas Sarkozy.

Leur réunion doit se concentrer sur l'adoption d'une position commune en vue du Conseil européen du 17 juin et des sommets du G8 et du G20, fin juin. La chancelière a aussi fait des appels du pied à la France, suggérant que la Grèce et le Portugal n'étaient pas les seuls à devoir s'imposer des règles budgétaires strictes.

Deux visions s'affrontent

A Paris, de nombreux spécialistes déclarent que trop d'austérité risque de freiner la reprise économique en Europe. La ministre de l'Economie Christine Lagarde avait évoqué en mars dernier, le « déséquilibre » entre Berlin, fortement exportateur, et ses partenaires européens. Entre Paris et Berlin, deux visions de l'Europe économique s'opposent.

Le Monde pour Direct Lille Plus : 07/06/10

Airbus va-t-il profiter de la chute de l'euro ?

Les salons aéronautiques alternent en Europe, entre la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. C'est l'occasion pour tous les avionneurs de faire le point sur le secteur et d'annoncer des contrats avec des compagnies aériennes.

Pour Airbus, la tendance est appréciable. En effet, l'avionneur comme tous les autres constructeurs européens déplorait jusqu'alors la faiblesse du dollar qui avantageait les concurrents américains. Depuis quatre ans, la faiblesse du dollar inquiète tous les industriels du secteur. Ces derniers redoutent même une réduction à terme de l'activité aéronautique en Europe.

De plus, les principaux concurrents dans l'aéronautique sont aux Etats-Unis. Par conséquent, les constructeurs européens doivent compenser la baisse du dollar, en plus des efforts en matière de gains de productivité. Les possibilités sont donc limitées, il faut soit transférer la production vers des pays à bas coût, soit s'installer dans la zone dollar, comme au Mexique par exemple, ou dans des pays émergents.

La remontée du dollar ne devrait pas stopper ce mouvement de délocalisation, tout au plus le ralentir. Ce regain du dollar donne une bouffée d'oxygène aux groupes européens. La compétition est donc âpre entre Boeing et Airbus, c'est la course à la prise de commandes.

L'avion militaire A400M dans le collimateur de la rigueur

La vedette du salon de Berlin qui ouvre ses portes demain sera sans conteste, l'A400M, l'avion de transport militaire d'Airbus. Les visiteurs pourront découvrir cet avion européen plus connu pour ses retards que pour ses performances techniques.

En raison de la crise financière, les Etats ont commencé à lancer des plans de rigueur, cela complique l'accord sur les modalités de versement des 3,5 milliards d'euros représentant le surcoût de l'avion

par les sept pays clients (Allemagne, France, Royaume-Uni, Espagne, Belgique, Luxembourg, et Turquie).

La Voix du Nord : 08/06/10

Baisse de l'euro : les plus grands argentiers sereins, les marchés plus sceptiques

La baisse de l'euro n'inquiète pas les ministres des Finances de la zone euro. En effet, selon le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, « c'est plus la rapidité de l'évolution de l'euro que le niveau qui est préoccupante. »

De plus, la baisse de l'euro n'est pas une mauvaise chose pour les économies de la zone. C'est même un avantage pour l'Allemagne, dont la croissance est tirée par le commerce extérieur, mais aussi pour l'Italie et la France dont les exportations deviennent mécaniquement plus compétitives.

A l'inverse, en renchérissant le coût des produits importés et des matières premières (pétrole, libellé en dollar), la baisse de l'euro risque de créer de « l'inflation importée. » Les grands argentiers réunis à Luxembourg sont inquiets de la crise de confiance qui ébranle la zone euro et qui continue de faire baisser les places boursières européennes.

Les ministres des Finances ont donc finalisé hier soir la création du fonds d'urgence qui prévoit 440 milliards d'euros de garanties de prêts des pays de la zone euro. Cependant l'action ne doit pas s'arrêter là, l'objectif est de renforcer la discipline budgétaire et la gouvernance économique en Europe.

Mais ce projet divise les Européens, la France le voit d'un bon œil, l'Allemagne est plus sceptique. D'ailleurs, ce sujet devait être abordé hier entre la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Nicolas Sarkozy, mais l'entretien a été reporté.

L'Union : 08/06/10

Viticulture. Les droits de plantation en débat à la session de l'Arev

L'Europe retient son souffle

Jean-Paul Bachy, le président de la région Champagne-Ardenne, et réélu pour deux ans à la tête de l'Assemblée des régions européennes viticoles (Arev) a dû exercer son autorité pour mettre un terme à la discordance du débat de la session annuelle de cette assemblée.

Ce sont les droits de plantation qui demeure le sujet qui anime les vignobles depuis la décision des gouvernements de l'Union européenne d'y mettre fin dans le cadre de la réforme de la PAC effective en 2015. Le champagne n'est pas épargné par les discordances.

« Si l'on procède à l'extension des plantations sans souci de préserver la qualité, le marché sera envahi par du bas de gamme » a prévenu Jean-Paul Bachy. L'Union des maisons de champagne (UMC) « ne veut plus du système actuel ». Enfin si, « mais que cela soit géré par nous-mêmes pour ajuster l'offre. »

20 minutes : 08/06/10

Espagne

Défilé de fonctionnaires

Aujourd'hui, les fonctionnaires espagnols sont en grève pour protester contre le train des mesures d'austérité annoncées par José Luis Rodriguez Zapatero. L'objectif du gouvernement espagnol est de ne pas devenir le nouveau maillon faible de la zone euro en tentant de juguler la baisse des déficits publics, qui ont explosé à 11,2% du PIB en 2009.

20 minutes : 08/06/10

Finance

L'euro plonge, le pouvoir d'achat aussi

Pour la première fois depuis plus de quatre ans, l'euro a plongé hier à 1,19 dollar. Cette dégringolade est due aux inquiétudes sur la santé financière de plusieurs pays européens. Cette baisse profite cependant à l'Allemagne, l'Italie et la France dont les exportations deviennent plus compétitives face aux produits américains et à ceux des Etats émergents.

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker a déclaré ne pas être « préoccupé par l'euro ». La chute de la monnaie européenne risque cependant de ne pas réjouir les consommateurs, car le coût des produits importés sera renchéri.

Direct Lille Plus : 08/06/10

Zone euro

Réunion d'urgence

La diplomatie européenne s'activait hier, sur le terrain de la régulation financière. Les ministres des Finances de la zone euro se réunissaient à Luxembourg pour évoquer le renforcement de la gouvernance économique alors que l'euro plongeait sous la barre de 1,19 dollar.

Les ministres ont finalisé la création du fonds de soutien pour les pays de la zone euro en difficulté financière. La chancelière Angela Merkel et Nicolas Sarkozy devaient également évoquer ces questions au cours d'un dîner qui a été reporté à lundi prochain.

Métro : 08/06/10

L'euro dans la tourmente

Alors que David Cameron a annoncé que les coupes budgétaires du gouvernement anglais seraient « encore pires que nous le pensions », c'était au tour de l'Allemagne d'annoncer, hier, un virage

vers l'austérité. Aucun secteur ne sera épargné, et comme l'a affirmé hier, Angela Merkel « la situation est grave » dans la zone euro.

La monnaie unique a entraîné dans sa chute les places financières d'Asie et d'Europe dans la matinée. Hier, c'est la situation budgétaire de la Hongrie qui préoccupait les marchés alors que le pays n'appartient pas à la zone euro. Les ministres des Finances tablent entre autres, sur le mécanisme de soutien pour les pays en difficulté financière. Des réformes plus profondes vont sans doute s'imposer.

De plus, l'idée d'instaurer un gouvernement économique institutionnalisé gagne du terrain, notamment sous l'impulsion de la France. La rencontre entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy a été repoussée, une annulation in-extremis d'une rencontre bilatérale est très rare. Depuis trois mois, les accrochages se sont multipliés de part et d'autre du Rhin autour de la gouvernance économique de l'Europe et des réticences de Berlin à aider la Grèce.

Métro : 09/06/10

Espagne : l'austérité mobilise

Les fonctionnaires espagnols ont fait grève hier et manifesté contre la baisse de leurs salaires. Le gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero risque d'être bientôt confronté à une grève générale en pleine cure d'austérité.

20 minutes : 09/06/10

Allemagne

Angela Merkel croit davantage à la rigueur qu'à la croissance

L'Allemagne a dévoilé lundi les grands axes d'un budget 2011 marqué par l'austérité. « La situation est grave » et « avoir des finances solides constitue la meilleure des préventions » face aux crises futures a expliqué la chancelière Angela Merkel. Tous les secteurs vont devoir se serrer la ceinture sauf l'éducation et la recherche.

Direct Lille Plus : 09/06/10

Zone euro

L'Estonie arrive

Le 1^{er} janvier prochain, l'Estonie deviendra le premier pays balte à adopter l'euro. Les ministres des Finances de l'Union européenne ont donné hier leur feu vert à Tallinn pour l'adoption de la monnaie unique, qui devra être validée en juillet, après consultation du Parlement européen.

La zone euro accueillera donc un 17^e pays, alors qu'elle traverse actuellement la plus grave crise de sa jeune histoire. Après avoir finalisé la création du fonds de soutien, les ministres des Finances travaillaient hier au renforcement de la coordination et de la surveillance des politiques économiques nationales.

Métro : 10/06/10

Paris et Berlin en appellent à Barroso

Deux jours après leur rendez-vous raté de Berlin. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont opportunément relancé hier leur effort de régulation des marchés financiers. Ils ont envoyé un courrier au président de la Commission européenne, José Manuel Barroso pour lui demander d'accélérer les réformes.

Métro : 10/06/10

Le thon rouge, fini pour 2010

La Commission européenne a annoncé une fermeture anticipée de la campagne annuelle de pêche au thon rouge, en précisant que le quota de 13 500 tonnes a déjà été atteint. Cependant les pêcheurs français ne l'entendent pas de cette oreille.

En effet selon eux il leur reste 200 tonnes à pêcher. Le ministre français de la Pêche, Bruno Le Maire a demandé des « explications » à Bruxelles.

Ces derniers jours, la pêche au thon rouge avait viré à la guerre entre les pêcheurs et Greenpeace et un membre de l'ONG avait été blessé. Les associations de protection de l'environnement se sont réjouies de la décision de l'Europe.

20 minutes : 11/06/10

Pêche

Paris se range derrière Bruxelles sur le thon

Le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, a annoncé hier que la France se conformait à la décision de Bruxelles de fermer de manière anticipée la pêche au thon, mais qu'elle attendait des preuves de l'épuisement des quotas de pêche français.

La Voix du Nord : 12/06/10

« La Belgique finira par s'évaporer entre l'Europe et les régions »

Les élections fédérales anticipées de dimanche en Belgique plongent une nouvelle fois le pays dans une crise politique et institutionnelle inextricable. Bart de Wever, le président de la N-VA, la Nouvelle Alliance vient boucler sa croisade autonomiste. Il confie : « La Belgique finira par s'évaporer entre l'Europe et les régions. »

Dès qu'il parle en français, le président de la N-VA se fait résolu, mais nettement rassurant. « Une victoire dimanche de la N-VA ne va pas signer la fin de la Belgique. [...] Le confédéralisme est la seule solution pour une meilleure gestion. » Bart de Wever se dit prêt à garantir les droits des francophones en Flandre.

D'ailleurs, il ne parle pas de la fin des transferts entre nord et sud pour la sécu et les pensions mais fustige le gaspillage. « Nous sommes deux démocraties. En réalité, le dédoublement de la Belgique a débuté à la fin du XIXe siècle avec le suffrage universel. »

La Voix du Nord : 13/06/10

Paul Magnette, étoile montante d'un PS wallon décomplexé, « prêt à repartir d'une feuille blanche »

Paul Magnette, l'étoile montante du PS wallon, incarne les nouveaux hommes politiques francophones, prêts à réformer la Belgique. « Nous avons du mal à faire émerger les vrais thèmes, à clarifier les enjeux sur la rigueur budgétaire et la garantie des pensions, des emplois et du système de santé. Le débat est très contrasté entre la Flandre, et les deux régions francophones, la Wallonie et Bruxelles. »

Paul Magnette se dit prêt à réformer l'Etat fédéral, et que cela ne le gêne pas que les régions possèdent plein de moyens dans des domaines différents. A la question de la signification du bras de fer sur l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde, il répond que c'est une manière de gérer la complexité linguistique du pays.

En effet, « en 1962, les Flamands ont imposé la frontière linguistique. En 1970, les francophones ont obtenu des garanties constitutionnelles, des facilités qui donnent des droits linguistiques, juridiques et électifs. »

Paul Magnette fait ensuite un comparatif, en expliquant que la Wallonie possédait le charbon et l'acier quand la Flandre n'avait que l'agriculture. Il ajoute que la Wallonie a pris du retard lorsque la Flandre possédait l'automobile et la chimie. Désormais la Wallonie est en avance dans les nouvelles technologies et les biotechnologies.

367 000 francophones en Flandre

Edgar Fonck, président de l'association pour la promotion de la francophonie en Flandre a fait réaliser un sondage. « Les nationalistes flamands reprochent aux francophones de ne pas s'intégrer en Flandre, de ne pas apprendre la langue. Les résultats du sondage ont montré que cette idée était fausse. »

La Voix du Nord : 13/06/10

Pêche

Accord sur le thon rouge

Bruxelles et Paris sont finalement parvenus à un compromis en ce qui concerne les quotas français de pêche au thon rouge. Les pêcheurs français ont obtenu 171 tonnes supplémentaires pour la pêche artisanale et côtière. En revanche les senneurs ne sont pas autorisés à reprendre leur activité, les pêcheurs industriels font grise mine. Pour ces derniers la décision de la Commission d'arrêter la pêche est « irréversible. »

La Voix du Nord : 14/06/10

Sarkozy et Merkel à Berlin pour tenter de rapprocher leurs positions

Après l'annulation de la rencontre entre le couple franco-allemand la semaine dernière, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se rencontrent aujourd'hui à Berlin, afin de rapprocher leurs positions sur la gouvernance économique de l'Europe avant le sommet de Bruxelles.

Dans le but de mettre un terme aux rumeurs qui subsistaient après l'annulation de la précédente rencontre, la chancelière et le président ont publié une lettre commune pour la Commission européenne, lui demandant d'accélérer ses efforts sur la régulation des marchés financiers.

Cependant, les positions des deux pays paraissent éloignées, en ce qui concerne la question délicate de la coordination des politiques économiques dans l'Union européenne et la zone euro. Nicolas Sarkozy est partisan d'un véritable « gouvernement économique » dans la zone euro, avec la création d'un secrétariat des seize et l'organisation de réunions régulières entre les chefs d'Etat et de gouvernement.

Angela Merkel préfère un pilotage économique à vingt-sept. Elle émet des réserves quant à la création de nouvelles institutions à vocation économique au sein de la zone euro, tout comme le président Herman Van Rompuy. La chancelière verrait plus les pays européens

suivre une cure d'austérité, ce que le président français ne manque pas de dénoncer comme risqué pour la croissance.

La Voix du Nord : 15/06/10

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel réaccordent leurs violons sur la gouvernance économique de l'Union européenne

La chancelière allemande Angela Merkel et le président français Nicolas Sarkozy ont présenté hier un front commun en matière d'économie et de gouvernance de l'Union européenne. Les deux dirigeants ont défendu devant la presse, la création d'un « gouvernement économique des vingt-sept » sans créer de nouvelles institutions.

Le président français a rejoint le point de vue de la chancelière sur le fait de ne pas créer de nouvelles institutions en déclarant que l'UE avait besoin de « pragmatisme » avec des réunions de pays de la zone euro « en cas de nécessité ».

Nicolas Sarkozy a aussi rejoint Angela Merkel sur la proposition de suspendre les droits de vote pour les pays laxistes en matière budgétaire. Le couple franco-allemand est par ailleurs favorable à l'introduction d'une taxe bancaire et la création d'une taxe sur les transactions financières.

20 minutes : 16/06/10

Europe

Bruxelles demande plus d'efforts à Paris

La France doit préciser les mesures d'économies qu'elle prévoit pour tenir son objectif de réduction du déficit et pourrait être obligée d'en prendre de nouvelles, a mis en garde hier la Commission européenne.

20 minutes : 16/06/10

Paris et Berlin vont peser à deux au G20

La France et l'Allemagne veulent défendre d'une même voix au G20 l'adoption d'une taxe sur les transactions financières et d'une taxe bancaire.

La Voix du Nord : 16/06/10

L'autre dévaluation de l'euro

Le sondage TNS-SOFRES publié hier dans le Monde a mis en évidence le fait que plus de français considèrent l'euro comme un facteur d'aggravation de la crise économique. Il y a deux semaines, un autre sondage prouvait au contraire que 65% des Français étaient contre une sortie de la France de la zone euro. Un tel retournement de l'opinion en si peu de temps demande à être confirmé.

Si la dévaluation de l'euro est bénéfique aux importations, elle est préoccupante dans l'esprit des Français. La crise grecque et l'onde de choc dans tous les pays de l'euro, ont porté atteinte à la crédibilité du discours sur la monnaie unique comme bouclier anticrise. Depuis l'introduction de la monnaie unique, les Français ont vu l'euro comme un facteur de vie chère mais aussi comme une assurance contre les dérapages de l'économie mondiale.

En 2008, lorsque la situation s'est dégradée à Wall Street, les gouvernements des seize pays membres de la monnaie unique ont rassuré leur opinion. Cependant, deux ans plus tard, la zone euro est montrée du doigt pour son endettement excessif.

Pour mettre un terme à cette crise de confiance dans la monnaie unique auprès de l'opinion publique et des places financières, il faudrait surtout que la France et l'Allemagne tirent l'attelage dans le même sens. Or la rencontre du président français et de la chancelière allemande ne fait que confirmer les divergences entre les deux pays.

Direct Lille Plus : 17/06/10

Les routiers de l'UE ne pourront plus travailler plus de 48H

Les chauffeurs routiers ne doivent pas travailler plus de 48 heures par semaine dans l'UE, a tranché définitivement hier le Parlement européen. Les salariés d'entreprise de transport y étaient déjà contraints, mais la mesure s'étend désormais aux indépendants.

Direct Lille Plus : 17/06/10

Crise de la zone euro Les dirigeants mobilisés

L'enjeu de la réunion qui se tient aujourd'hui à Bruxelles est important pour la stabilité de la monnaie unique. Les Vingt-Sept vont notamment débattre de la mise en place d'une gouvernance économique commune, ainsi que du renforcement de la « discipline budgétaire » de l'Union, en instaurant par exemple des sanctions contre les pays trop laxistes.

Il s'agit également de la mise en place d'une « taxe sur les institutions financières » dans le but de « garantir qu'elles contribueront à payer la facture des crises ». Les pays européens qui souhaiteraient que ce type de taxe s'étende au niveau international, plaideront en ce sens au prochain sommet du G20, à la fin du mois au Canada.

La Voix du Nord : 17/06/10

Pourquoi l'Estonie tient-elle tant à l'euro ?

Les pays de l'Union européenne le décident aujourd'hui, l'Estonie deviendra le 1^{er} janvier 2011 le 17^e pays à adopter l'euro. Pourquoi l'Estonie qui est un pays plus grand que la Belgique, mais guère peuplé souhaite intégrer la zone euro, à un moment où d'autres pays la mettent en cause ? Le Premier ministre Andrus Ansip déclare que le pays sera « plus attractif pour les investisseurs. »

La première raison de l'Estonie serait donc d'attirer les investisseurs. La seconde serait que l'euro est « un parapluie qui évite les gros risques » selon Juhan Parts, le ministre de l'Economie. Les Estoniens n'ont pas oublié qu'ils ont été pendant cinquante ans, citoyens de l'Union Soviétique et ont toujours la crainte du géant russe. 80% des échanges commerciaux se font avec l'Union européenne et seulement 10% avec le voisin russe.

En 2004, avec l'entrée de l'Estonie dans l'Union européenne, le pays change, à Tallinn, la capitale, les gratte-ciels, et les immeubles poussent comme des champignons. A l'arrivée de la crise financière, les

constructions s'arrêtent. Le Premier ministre affirme que « le peuple soutient cette politique » qui est désormais celle de la rigueur. Il est vrai que les mesures de rigueur qui ont entraîné la baisse des salaires des fonctionnaires, ou encore des licenciements n'ont provoqué aucune manifestation. C'est peut-être parce que les ministres ont donné l'exemple en abandonnant 20% de leur salaire.

Un pays très très Net

L'Estonie parie depuis des années sur les nouvelles technologies. C'est ici que Skype, le logiciel qui permet de téléphoner gratuitement dans le monde via un ordinateur a été conçu. De plus, les données personnelles et le dossier médical des Estoniens sont sur Internet. Leur carte d'identité avec puce leur permet de prendre le bus comme de voter et la fibre optique devrait équiper le moindre village d'ici 2015.

« Avec l'Europe, les valeurs ont changé »

Aili Vahtrapuu est sculptrice et professeur à l'académie des Beaux-Arts de Tallinn. Elle reconnaît que le passage à l'euro lui fait assez peur. « J'étais en France, en 2002, quand vous y êtes passés, et ça posait beaucoup de problèmes. Les prix avaient vraiment augmentés. » De plus les changements amenés par l'entrée de l'Estonie dans l'Union européenne n'ont pas convaincu Aili Vahtrapuu.

Cette dernière précise que « les différences entre riches et pauvres se sont accentuées. Les prix ont augmenté. Les valeurs ont changé. » Tous les Estoniens ne réagissent pas comme elle, d'ailleurs son père de 80 ans est très content de vivre cette période.

La Voix du Nord : 18/06/10

Le Parlement européen veut mieux contrôler la pêche illégale

Le Parlement européen a adopté hier de nouvelles règles en ce qui concerne la pêche au thon rouge. Ces règles permettront de déjouer les prises illégales de cette espèce. Ces règles concernent la manière dont

les prises sont comptabilisées, ce qui permettra de suivre de près les quotas, et cela évitera la triche et favorisera la traçabilité.

La Voix du Nord : 18/06/10

Les dirigeants de l'UE adoptent leur stratégie économique pour 2010-2020

Les dirigeants européens se sont accordés hier afin de mieux coordonner leurs politiques économiques et durcir la surveillance budgétaire. Les pays de l'UE ont ainsi accepté de faire examiner leurs projets de budgets nationaux au niveau européen à partir de 2011 avant que ces derniers ne soient adoptés par leurs parlements.

Les dirigeants ont aussi adopté leur nouvelle stratégie de croissance pour les dix ans à venir, baptisée « UE 2020 » qui est orientée vers la recherche et l'innovation ainsi que sur la croissance verte et l'emploi.

Ce programme a pour objectif de remplacer la stratégie dite de Lisbonne lancée en 2000 et qui prévoyait de faire de l'Europe une économie de la connaissance la plus compétitive du monde. Les dirigeants sont également tombés d'accord en ce qui concerne l'introduction des taxes sur les banques et sur les transactions financières.

Direct Lille Plus : 18/06/10

Conseil Européen

Pour les dirigeants de l'UE, l'Espagne va bien

Les dirigeants de l'UE se sont réunis hier à Bruxelles pour tenter de rassurer les marchés préoccupés par l'endettement des pays membres. Ils ont tout d'abord démenti l'information parue dans la presse espagnole selon laquelle l'UE et le FMI préparaient un plan d'aide à l'Espagne. Nicolas Sarkozy l'a martelé, il n'y a « pas de problème » avec ce pays.

Les Vingt Sept ont notamment pris des engagements afin que les tests de solidité de leurs banques (jusqu'ici confidentiels) soient publiés d'ici à fin juillet pour rassurer sur leur bonne santé. Tout un mécanisme auquel pourra peut-être participer l'Islande qui vient d'obtenir le feu vert pour négocier son entrée dans l'Union.

20 minutes : 18/06/10

Iran

Sanctions européennes sévères

L'UE a décidé hier de prendre des sanctions contre l'Iran sur le nucléaire en allant au-delà de celles décidées par l'ONU. Elle veut ainsi interdire de nouveaux investissements, transferts de technologies, équipements et services dans le secteur du pétrole et du gaz. C'est un point important pour l'Iran qui est riche en matière première mais en manque de capacités de raffinage.

L'Union : 22/06/10

Un programme européen de valorisation de l'herbe

L'herbe, dernière chance pour l'agriculture ?

L'herbe serait-elle le dernier levier qu'il reste aux éleveurs pour éviter de déposer le bilan ? A Rocquigny, Patrice Meunier est un éleveur qui fait partie des fermes de référence, dans le cadre du programme Inter'herbe (le programme œuvre au développement de la culture de l'herbe dans le territoire transfrontalier de la Grande Thiérache.)

Patrice Meunier possède un élevage de quarante-cinq laitières de race montbéliarde. Il déclare que cette race « est plus adaptée pour manger de l'herbe. » Le gain économique se retrouve dans le fait que les bienfaits nutritifs de l'herbe permettent de ne pas acheter des concentrés pour nourrir les bêtes.

Patrice Meunier veut donc faire en sorte que le maïs ne soit plus qu'un complément de l'herbe en hiver. Il ajoute que « le but, c'est de ne pas toucher à la prairie, mais de la réensemencer. »

Cela ne veut pas dire retard de développement

Le programme Inter'herbe qui s'inscrit dans le cadre d'Interreg IV mobilise la somme de 522 040 euros, financée à 50% par Interreg IV. Le programme Inter'herbe repose sur des fermes de référence et se veut ambitieux. Selon Aline Delmotte, chargée de mission au groupe d'action locale de la Botte du Hainaut, « le recours à l'herbe ne veut pas dire retard de développement ». Il s'agit au contraire de généraliser le suivi des prairies par l'informatique grâce à des logiciels qui existent.

Fiche d'identité d'Inter'herbe

Inter'herbe est un programme qui œuvre au développement de la culture de l'herbe dans le territoire transfrontalier de la Grande Thiérache. Il concerne les départements de l'Aisne, du Nord, de même que la Wallonie pour la Belgique. Les objectifs du programme sont la promotion de « la culture de l'herbe sur le territoire de la Grande Thiérache, en sensibilisant les agriculteurs, et la valoriser pour maintenir et développer une agriculture durable, c'est-à-dire économiquement viable, transmissible, vivable, et environnementale. »

20 minutes : 22/06/10

Union européenne

Écarts de richesse de 1 à 7

Les écarts de richesse restent très importants entre les citoyens de l'UE, avec un écart de près de 1 à 7 entre un Luxembourgeois et un Bulgare en termes de pouvoir d'achat par habitant.

Direct Lille Plus : 22/06/10

Grande-Bretagne

Un budget de rigueur

La Grande-Bretagne vient s'ajouter à la liste des pays contraints de se serrer la ceinture. Londres n'a désormais plus le choix et doit présenter un budget « d'urgence » car si rien n'est fait, le déficit du pays devrait atteindre 186 milliards d'euros sur l'année fiscale 2010-2011

(10,5% du PIB) soit le montant le plus élevé de toute l'Union européenne.

Métro : 22/06/10

Ces Européennes que le couple tue

Tous les jours, neuf personnes dont sept femmes décèdent en raison de violences conjugales dans l'Union européenne. Une enquête a été menée en 2006, faisant état de 3413 décès. Cette enquête a été réalisée dans le cadre du programme européen Daphne qui est destiné à prévenir toutes les formes de violence.

A l'échelle des vingt-sept Etats membres, les « fémicides (homicides de femmes par leur compagnon) représentent 41% de la mortalité liée aux violences conjugales. » L'Italie possède l'un des taux de mortalité liée aux violences conjugales les plus bas de l'UE, la Lettonie affiche un taux record.

En France, le nombre des suicides de femmes violentées est plus important que les fémicides. Psytel, un collectif d'experts propose la création d'un observatoire national dans chaque pays.

20 minutes : 24/06/10

Russie-Bélarus

L'UE se fâche sur le conflit gazier

La Commission européenne a estimé hier que la réduction de livraison de gaz russe à la Lituanie constituait une « attaque » contre toute l'UE. La Russie et le Bélarus doivent régler leur différend. Les deux pays se réclament mutuellement près de 200 millions de dollars. Pour la Russie, il s'agit du gaz consommé et pour le Bélarus, il s'agit du transit.

Les européens avaient déjà subi en janvier 2009, une interruption de deux semaines des livraisons russes, à la suite d'un conflit entre la Russie et l'Ukraine. La crise actuelle semble moins grave que la précédente.

La Voix du Nord : 24/06/10

Energie

Bruxelles préoccupé par la crise gazière en Russie

La Commission européenne s'est dite hier « très préoccupée » par la crise entre la Russie et le Bélarus à propos du gaz. Ce dernier affirme avoir réglé la totalité de sa dette gazière au géant russe Gazprom et a menacé de couper le transit de gaz vers l'UE si Moscou ne règle pas les sommes d'ici ce matin. Les deux pays se réclament près de 200 millions de dollars.

La Voix du Nord : 25/06/10

Ana Brun : « le jumelage Fourmies-Arenas conforte les liens entre les Français et les Espagnols »

Ana Brun, professeur d'espagnol au collège Léo Lagrange de Fourmies représente le trait d'union de l'association Fourmies-Arenas qui est un nouveau groupe de jumelage. L'association est née par le biais « d'une section européenne lancée il y a 10 ans au collège Léo Lagrange. »

Ana Brun décrit la ville jumelle qui se situe « à quelque 130 kilomètres au nord-ouest de Madrid. » La ville compte 7000 habitants et possède un fort patrimoine culturel, notamment un château du XVIIIè dans lequel, le peintre Goya a séjourné.

En ce qui concerne les projets, un site internet pour découvrir les deux villes est en cours d'installation. De plus, « des échanges sportifs voire culturels sont souhaités, et nous aimerions proposer, à l'avenir, des soirées ciné-club » pour découvrir le cinéma hispanique avec éventuellement un buffet typiquement espagnol après ces soirées.

Métro : 28/06/10

Le G20, un sommet balayé par le vent

L'Europe et plus particulièrement Nicolas Sarkozy voulait la taxe sur les activités bancaires à risques mais cela ne figure pas sur le document final du G20 de Toronto publié hier soir. L'échec des discussions est dû au fait que la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, le Japon, le Canada n'ont pas utilisé l'argent de leurs contribuables pour sauver les banques et n'ont donc pas voulu sanctionner celles-ci.

Nicolas Sarkozy a prévenu que cela n'empêchera pas la France, l'Allemagne et l'Angleterre de mettre en œuvre cette taxe au sein de leurs frontières. Les vingt pays membres étaient en désaccord sur les moyens de soutenir la croissance.

En effet, les Européens et le Canada lourdement endettés ont prôné la réduction des déficits, alors que la Chine et les Etats-Unis ont défendu une politique de relance de l'économie par la dépense publique et le soutien à la consommation. Le bilan montre que les pays se sont engagés à réduire leurs déficits mais ils agiront comme ils voudront pour y parvenir.

Direct Lille Plus : 30/06/10

Les Allemands nostalgiques du Deutsche Mark

51,4% des Allemands souhaitent le retour du Deutsche Mark, la monnaie allemande, remplacée par l'euro en 2002 selon un sondage Ipsos publié hier. Le 1^{er} juillet, l'Allemagne célébrera les vingt ans de l'unification monétaire, lorsque les Allemands de l'Est avaient pris pour monnaie le Deutsche Mark, utilisé à l'Ouest.

Métro : 30/06/10

Bourses, retour dans le rouge

Les Bourses ont clôturé hier par une chute et pour expliquer ce retour dans le rouge, on retrouve les inquiétudes sur la solidité de la reprise économique en Chine. De mauvais indicateurs macroéconomiques au Japon contribuaient également à la fébrilité.

Enfin, les craintes sur les dettes souveraines européennes restent une préoccupation importante. En effet, les établissements financiers de la zone euro doivent rembourser un prêt de 442 milliards d'euros à la Banque centrale européenne. Le remboursement fait redouter aux marchés, un assèchement brutal des liquidités.